

La demande tendant au bénéfice de l'aide au projet initiative-jeune, prévue l'article **L. 5522-22**, est adressée au préfet préalablement à la réalisation de ce projet professionnel.

Elle est accompagnée d'un dossier :

- 1° Justifiant que le demandeur appartient à l'une des catégories énumérées à l'article précité ;
- 2° Permettant d'apprécier la réalité et la consistance du projet répondant à l'une ou l'autre des aides énumérées à l'article **L. 5522-23**, ainsi que sa viabilité.

## R. 5522-58

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un arrêté des ministres chargés de l'emploi et de l'outre-mer précise la composition du dossier de demande d'aide au projet initiative-jeune et les modalités de son dépôt.

## R. 5522-59

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'élaboration de son projet en vue de réaliser une formation en mobilité, le demandeur bénéficie du concours, le cas échéant, d'un organisme agréé dans les conditions des articles **R. 5522-80** et **R. 5522-82**.

**Sous-paragraphe 2 : Instruction, attribution et versement des aides.**

## R. 5522-60

Décret n°2014-524 du 22 mai 2014 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'instruction du dossier de demande d'aide au projet initiative-jeune est assurée :

- 1° Pour la création d'entreprise, dans les mêmes conditions que pour les aides prévues aux articles **L. 5141-1**, **L. 5141-2** et **L. 5141-5**. Le dossier peut être examiné conjointement à celles-ci ;
- 2° Pour la formation en mobilité, par le délégué régional de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ou par le directeur régional de Pôle emploi ou son représentant ou par le responsable de l'organisme agréé à cet effet selon les modalités prévues aux articles **R. 5522-80** et **R. 5522-82**.

## R. 5522-61

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La décision d'attribution de l'aide est prise par le préfet, qui apprécie la réalité, la consistance et la viabilité du projet.

## R. 5522-62

Décret n°2009-340 du 27 mars 2009 - art. 10 (Ab)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La gestion des crédits et le versement de l'aide en capital ainsi que des mensualités pour la formation en mobilité sont confiés à l'Agence de services et de paiement.

## R. 5522-63

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les modalités de la gestion par l'organisme gestionnaire mentionné à l'article **R. 5522-62** sont précisées par une convention conclue avec le ministre chargé de l'outre-mer.

**Sous-paragraphe 3 : Suspension ou suppression du versement de l'aide.**

## R. 5522-64

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le bénéfice du versement de l'aide au projet initiative-jeune est suspendu par décision du préfet lorsque le projet professionnel n'est plus conforme au projet initial ainsi que dans les cas suivants :